

vant la méthode que mes honorables amis ont suivie. Les couleurs sombres sous lesquelles on peint notre pays et l'état de choses qui se produit ici ne sont pas excusables, si l'on tient compte des rapports encourageants de nos banques qui comptent des réserves et des dépôts considérables, et si l'on ajoute également foi aux états fournis par les compagnies de prêt et d'assurance.

Il s'est produit, dans les circonstances présentes, une augmentation surprenante dans les recettes de nos chemins de fer et les réglemens de comptes et les états fournis par nos banques indiquent une amélioration remarquable. Il semble que sur toute la ligne la situation a changé. Le 30 janvier, les banques de ce pays avaient un capital acquitté et une réserve de \$227,203,192. Les dépôts dans les banques autorisées du Canada s'élevaient à \$996,877,212; les montants déposés ailleurs étaient de \$91,807,007, formant un total de dépôts de \$1,098,684,219.

Mais l'augmentation dans les dépôts pour le mois de janvier, comparaison tenue de ce qui s'était produit à cet égard pour le mois de janvier de l'année dernière, est surprenante. Ce sont des faits qui nous touchent et qui indiquent une amélioration de la situation. L'augmentation dans le montant des dépôts, cette année, sur le mois de janvier 1914, a été de \$21,929,917. Outre le capital placé dans ces banques, nos compagnies de prêt possèdent un capital acquitté de \$59,700,000. Je n'ai pas les états indiquant les réserves des compagnies de prêt, mais, dans un grand nombre de cas, la réserve dépasse le capital acquitté et je ne crois pas que je m'éloignerais beaucoup de la vérité en disant que ces réserves égalent le capital acquitté. Nous avons placé dans nos industries manufacturières, dans ce pays, \$1,247,583,609; dans nos chemins de fer, \$2,250,000,000; dans nos canaux, \$102,000,000. La production de nos fabriques a représenté \$1,600,000,000 et les salaires payés dans ces manufactures se sont élevés à \$241,000,000.

Ces chiffres sont ceux de 1910. Les rapports de cette année indiquent une augmentation considérable. Il ne me semble pas que le pays soit dans une situation financière déplorable, et je crois que partout les choses tendent à s'améliorer.

Les membres de la gauche se sont plaints du coût de l'administration des postes au Canada. Les recherches que j'ai faites me permettent de dire que même aux Etats-Unis les recettes totales des postes depuis 1865, lors de la guerre civile, jusqu'en 1913,

ont été de \$3,775,000,000, et les frais d'administration pendant la même période, de \$4,555,000,000. Telle a été dans ce grand pays la différence entre les dépenses et les recettes de l'administration des postes. De 1884 à 1914 les déficits y ont été presque constants. En 1902, le déficit s'est élevé à \$2,961,169, et en 1909 à \$17,479,770. Le déficit total des postes des Etats-Unis entre 1884 et 1914 s'est élevé à la somme énorme de \$210,554,802, soit une moyenne annuelle de \$7,797,955. Et ce déficit s'est produit dans la grande république, où la population est beaucoup plus dense qu'au Canada et, où les revenus sont énormes. Ces chiffres nous donnent raison d'être fiers de l'administration des postes du Canada.

Les cultivateurs canadiens s'intéressent vivement au développement de notre service de colis postaux, de la distribution rurale. Je ne crois pas qu'aucun de nos ministères ait eu de tâche plus difficile et plus compliquée que celle d'organiser la poste rurale en Canada. Ce travail a été bien fait. Bien que la circonscription que je représente comprenne une très grande étendue de territoire, je n'ai pas reçu une seule plainte contre le service postal.

Lorsque nous voulons connaître la prospérité du pays nous consultons quelque fois les rapports annuels des banques. La gauche prétend que la situation actuelle est due aux extravagances du Gouvernement. On me permettra de donner lecture du procès-verbal de la dernière réunion annuelle des actionnaires de la banque Royale du Canada, qui a eu lieu le 8 janvier 1914. Voici ce qu'a dit M. E. F. B. Johnson, C.R., en appuyant l'adoption du rapport des directeurs:

Personnellement, j'ai une grande confiance dans la vigueur de la nation canadienne. Nous ne connaissons pas ici, comme dans beaucoup d'autres pays, ce que c'est que des temps durs. Le fait est que la gêne financière au Canada est généralement causée par une trop grande prospérité. Plusieurs commerçants canadiens pendant les deux ou trois dernières années ont fait \$200 d'affaires avec \$100 de capital. S'ils avaient limité leur commerce au chiffre de leurs capitaux, ils ne seraient pas dans la gêne. On se demande dans une circonstance comme celle-ci ce que sera l'avenir. Il m'apparaît sous de bonnes couleurs au Canada. Examinons quelques-uns des signes de prospérité qui sont mis devant nous.

Après avoir donné quelques chiffres relatifs à l'Angleterre, il continue:

Dans notre pays nous voyons les marques d'une grande confiance. De toutes les provinces nous arrivent des signes de prospérité.

Tel est l'optimisme avec lequel un directeur d'une de nos banques peint les con-